

11 mai 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Paavo Lipponen, Premier ministre de Finlande, sur les relations entre la France et la Finlande, la prochaine présidence finlandaise de l'Union européenne et l'identité européenne de défense, Helsinki le 11 mai 1999.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous nous sommes entretenus avec Monsieur le Président Chirac sur des sujets très variés concernant l'Union européenne ainsi que les relations entre la France et la Finlande.

Nous avons discuté de la future présidence finlandaise, quels sujets seront soulevés pendant cette présidence et, également, nous avons parlé de l'avenir, notamment de la réforme des structures de l'Union européenne en vue de l'élargissement.

Nous avons parlé de l'élargissement et nous sommes d'accord sur le fait que nous devons avancer dans l'élargissement pendant la présidence. Les pays qui ne sont pas encore de véritables candidats, qui ne sont pas en négociation, devraient également avancer dans ce domaine. Il faudrait donner de l'espoir et des perspectives à ces pays. La réforme institutionnelle est très importante et sa préparation aura lieu pendant la présidence finlandaise. Ensuite ce sera au tour du Portugal et de la France de continuer. Donc, nous voulons déjà certains résultats. A propos des relations entre la France et la Finlande, je voudrais dire que nous avons parlé de la coopération industrielle en matière aérienne. Nous avons parlé des projets d'achat d'hélicoptères. J'ai souhaité que l'enseignement de la langue finnoise soit accru dans les universités françaises. Comme nous avons très peu de temps, maintenant, je vais donner la parole à Monsieur le Président Jacques Chirac.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord, comme je l'ai fait hier, confirmer la joie qui a été la mienne d'être reçu ici par le Président et le Premier ministre de Finlande et dire combien j'ai apprécié leur accueil et leur hospitalité. Combien j'ai également apprécié nos échanges et nos discussions.

Avec le Premier ministre, nous nous sommes consacrés à ce qui va se passer d'ici la fin de l'année dans ce moment très important pour l'Europe que sera la présidence finlandaise. La présidence finlandaise va être à la fois délicate et importante. Délicate, parce qu'elle va s'ouvrir avec une nouvelle Commission après la crise que vous savez, avec un nouveau Parlement et avec la mise en œuvre des nouvelles dispositions du traité d'Amsterdam. La Finlande va devoir maîtriser tout cela. Je lui fais d'ailleurs toute confiance.

Importante à cause des sujets traités. Il va y avoir tout ce qui touche à l'élargissement, à la lumière du rapport de la Commission au Sommet d'Helsinki et, dans ce contexte, il faudra définir quels sont les pays qui auront la possibilité de commencer des négociations. J'ai également souligné dans ce domaine la nécessité, nous avons évoqué la nécessité de progresser vite sous présidence finlandaise vers une solution à la réforme des institutions.

Le deuxième sujet, ce sera la préparation du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales. Dans ce domaine, il y aura aussi un travail très important à faire, puisque l'Europe devra se présenter unie et solidaire.

Il y aura tous les problèmes liés à la création d'un espace de sécurité, de liberté et de justice et ce sera l'objet du Conseil extraordinaire tenu en octobre à Tampere. Il y a toute la politique de l'emploi et la dimension sociale de l'Union européenne. Ceci sera traité au Conseil d'Helsinki qui examinera, vous le savez, les grandes lignes directrices pour ce qui concerne l'emploi pour l'an 2000.

Il y aura également trois sujets qui seront évoqués pendant cette présidence, qui sont, d'une part, la dimension septentrionale de l'Union européenne, sujet qui tient particulièrement à cœur à la Finlande et auquel la France souscrit sans réserve. Nous sommes tout à fait favorables à l'affirmation de cette dimension septentrionale et, par conséquent, prêts à soutenir les initiatives de la Finlande dans ce domaine.

Le deuxième sujet sera tout ce qui touche les problèmes d'environnement et les problèmes nucléaires qui, en particulier, affectent la Russie et auxquels la Finlande est également très attachée. Nous aussi. Nous travaillons ensemble.

Nous avons évoqué le problème de l'Europe de la sécurité et de la défense. C'est un sujet qui intéresse à la fois la Finlande et la France et qui, vous le savez, dans notre esprit, doit faire l'objet d'une concertation forte entre nos deux pays dans la mesure où tous les membres de l'Union européenne ont vocation à participer à cette Europe de la défense, qu'ils soient membres de l'OTAN ou qu'ils ne soient pas membres de l'OTAN.

Nous avons effectivement constaté une très grande convergence de vues qui laisse bien augurer de cette présidence finlandaise dans laquelle nous avons toute confiance et que la France soutiendra autant que faire se peut.

Nous avons aussi parlé des problèmes bilatéraux. Je n'y reviendrai pas. Nous savons que depuis 1995, dans le domaine bilatéral, qu'il s'agisse des problèmes économiques ou des problèmes politiques, nos relations se sont considérablement développées.

J'ajoute que j'ai pris bonne note du désir très clairement exprimé par le Premier ministre d'un effort à faire en France pour l'enseignement du finlandais. J'ai conscience de ce problème, d'autant qu'un effort important a été fait en Finlande pour ce qui concerne l'enseignement du français.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que nous avons fait ce matin et je dirai dans un esprit de très grande amitié ce dont je me réjouis.

LE PREMIER MINISTRE - Merci Monsieur le Président, je vais tout particulièrement vous remercier du fait que nous ayons un soutien très fort pendant notre présidence. Nous en avons besoin effectivement. Que la Finlande et la France commencent à parler du développement de la dimension de la défense est particulièrement précieux pour la Finlande, puisque nous considérons qu'en tant que pays non Allié, nous voulons donner notre contribution à la politique de la défense en tant que membre égal. Nous attendons avec un grand intérêt ces discussions.

Avez-vous des questions à poser ?

QUESTION ¿ En quoi la crise du Kosovo changera-t-elle l'agenda de la présidence de la Finlande ?

LE PRESIDENT - L'Agenda de la présidence finlandaise est un agenda qu'elle a elle-même fixé, que j'ai rappelé tout à l'heure et qui est très important pour l'avenir de la construction européenne. Une réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement européens sous présidence finlandaise ne peut pas ignorer ce qui se passe au Kosovo et nous aurons évidemment à en parler, surtout compte tenu des éventuelles initiatives qui seront celles du Président finlandais en ce domaine. Mais je ne peux pas vous dire ce que cela changera. Si je peux faire un vœu, j'espère que cela ne changera rien, parce que j'espère que ce sera terminé. Je n'en suis pas sûr, hélas.

LE PREMIER MINISTRE - La Finlande souhaite qu'avec les efforts pour la paix on puisse aboutir à des résultats, même cette semaine déjà, afin que les négociations de paix puissent démarrer et que les mesures que l'on a exigées de la Yougoslavie soient réalisées avant la présidence finlandaise. Nous nous préparons à ce que la crise continue. Nous espérons que l'on aboutisse à des opérations d'interposition de la sécurité dans le Kosovo et que l'on puisse rapatrier effectivement les réfugiés, ce qui est un énorme défi, étant donné que l'Union européenne veut

jouer le rôle principal dans ce processus.

QUESTION ¿ En tant que Président de l'Union et en tant que membre de l'Union monétaire, la Finlande souhaite la représenter au sein du G7. Est-ce que la France peut accepter que pendant ces six mois ce soit la Finlande qui parlerait pour elle à cette table du G7 ?

LE PRESIDENT - C'est un des premiers sujets que nous avons évoqués avec le Premier ministre tout à l'heure. C'est un point sur lequel il n'y a pas de divergence de vues entre la Finlande et la France. Le problème est, d'ailleurs on peut le comprendre, un problème entre l'Europe et les Etats-Unis. Les Etats-Unis trouvent, à tort ou à raison, que le nombre des Européens autour de la table est trop important, notamment en raison de la présence de la Commission dont ils ne voient pas peut-être la nécessité. Ce sujet va faire l'objet de discussions, qui ont déjà commencé mais qui vont se poursuivre entre les ministres des Finances des Quinze et, notamment, entre les ministres des Finances finlandais et français. Nous allons relancer cela immédiatement. Ce que je peux vous dire, c'est que la France soutient la position finlandaise sous réserve que l'on trouve un accord avec les Américains.

LE PREMIER MINISTRE - La Finlande considère qu'il est indispensable que cette question soit réglée avant sa présidence. Il s'agit avant tout de la position de la Commission dans les négociations au G7 et je pense que nous trouverons une solution de compromis raisonnable. Ceci est en tout cas indispensable, puisqu'ici on met à l'épreuve pour la première fois le fait que l'euro peut être représenté par sa présidence bien que le pays de la présidence ne fasse pas partie du groupe G7. Alors est-ce que la presse française a des questions à poser ?

QUESTION ¿ Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre est-ce que, ce matin, vous avez des informations plus précises qu'hier sur cette annonce par Belgrade d'un début de retrait de ses troupes du Kosovo ?

LE PRESIDENT ¿ Nous n'avons pas d'informations fiables ce matin. Mais soyons clairs : ce que nous attendons des autorités de Belgrade, c'est l'acceptation des conditions qui ont été précisées par le secrétaire général de l'ONU et qui ont été confirmées par la dernière réunion du G8 à Bonn, le 6 mai dernier. Et naturellement, cela suppose qu'il y ait un début d'évacuation des forces militaires ou paramilitaires ou de police serbes, constaté au Kosovo. Or, aujourd'hui, nous n'avons ni acceptation des conditions, auxquelles je viens de faire allusion, ni confirmation ou vérification d'un retrait du Kosovo. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de parler d'un progrès. Ces derniers jours, il y a eu quelques signes qui ont été émis à Belgrade mais ce que nous attendons, c'est un changement d'attitude des autorités serbes, un changement complet d'attitude, l'acceptation des justes exigences de la communauté internationale concernant le respect des Droits de l'Homme, et ce n'est pas pour le moment le cas.

QUESTION ¿ Le Président de la Commission à venir, Monsieur Prodi, s'est prononcé pour une armée forte européenne et je voudrais savoir quelle est votre réaction et quelle est votre vision sur la défense commune européenne ?

LE PRESIDENT ¿ Le problème de la défense n'est pas à proprement parler de la compétence de la Commission. Au regard du traité, c'est un problème intergouvernemental et la France, depuis longtemps, souhaite qu'il y ait une identité européenne de défense, c'est-à-dire que, dans le cadre de l'Alliance, l'Europe puisse mettre en œuvre des initiatives militaires, seule si cela s'impose, lorsque ses intérêts sont en cause et qu'elle le décide. Ce n'est pas, naturellement, une rupture avec l'OTAN, c'est simplement la volonté de l'Europe de disposer des moyens pour le cas où elle voudrait intervenir et où par ailleurs les Américains ne seraient pas intéressés ou concernés. Nous avons longuement réfléchi à cette affaire, notamment avec nos amis britanniques et cela a conduit à la déclaration de Monsieur Tony Blair à Poertschach puis à la déclaration anglo-française à Saint-Malo qui a intéressé un certain nombre de pays et notamment la Finlande. Nous avons ouvert des discussions avec nos amis allemands, puis avec les autres, et cela a abouti à Washington, lors de la dernière réunion de l'OTAN il y a quelques jours, à une reconnaissance de cette initiative et, je dirais, à une approbation générale par les membres de l'OTAN de cette initiative. Que nous devons donc maintenant poursuivre par une vraie réflexion pour mettre en œuvre et mettre en place un système qui nous permette d'intervenir de façon européenne et, je le répète, dans le cadre de l'Alliance. Pour ce faire, il faut affirmer un premier

principe, c'est que tous les pays, qu'ils soient ou non dans l'OTAN, ont vocation à participer à l'Europe de la défense. Vous savez qu'il y a plusieurs pays qui ne sont pas membres de l'OTAN, en particulier la Finlande, et bien entendu ils doivent être partie prenante dans l'Europe de la défense.

D'où les discussions que nous avons commencées, en particulier avec la Finlande qui a réfléchi à ces problèmes, qui a une compétence dans ce domaine dont l'apport peut être très important. Et c'est pourquoi nous avons confirmé hier et aujourd'hui, hier notamment au niveau des ministres des Affaires étrangères, et ce matin le Premier ministre et moi, nous avons confirmé notre intention de mettre ensemble nos ministres des Affaires étrangères et de la Défense pour mettre au point une position commune dans le cadre de cette élaboration d'une initiative européenne de défense, c'est-à-dire d'une défense européenne.

LE PREMIER MINISTRE - Le récit de Monsieur Chirac était très complet. C'est avec un grand intérêt que nous participons au développement de cette identité européenne de défense et, après la réunion de Washington il s'agit donc de trouver une identité européenne de défense et une mise en œuvre de cette identité, comme le Président l'a souligné.

QUESTION ¿ Une question à Monsieur Chirac. L'Union de l'Europe occidentale se réunit actuellement à Brème et nous avons appris que l'Allemagne et la France souhaiteraient que l'Union de l'Europe occidentale soit intégrée à l'Union européenne d'ici la fin de l'année prochaine. Quel est votre commentaire à cela et, si vous le permettez, une question à tous les deux maintenant : Monsieur le Président CHIRAC vous avez mentionné votre attitude à l'égard de la dimension septentrionale, y-a-t-il quelque chose avec laquelle vous ne seriez pas d'accord, par hasard ?

LE PRESIDENT ¿ La France est favorable au principe d'un rapprochement et même d'une intégration dans un certain nombre de domaines de l'UEO avec l'Union européenne. Mais ce processus dépend des discussions concernant la défense, donc nos positions ne sont pas encore définitives parce qu'elles n'ont pas été adoptées par tout le monde.

En ce qui concerne la dimension septentrionale, nous y sommes très favorables, je l'ai dit je ne le répète pas.

Quand vous me dites, est-ce qu'il y a quelque chose sur laquelle vous ne seriez pas d'accord, la seule chose qui provoquerait chez moi une réaction négative ce serait d'affirmer la dimension septentrionale au détriment de l'adhésion de certains des pays du sud-est de l'Europe. Mais ce n'est pas du tout le sentiment exprimé par les autorités finlandaises, donc nous n'avons sur le problème de la dimension septentrionale aucune réserve et nous soutiendrons la position finlandaise dans ce domaine.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre nous sommes à une semaine des élections en Israël et le Premier ministre israélien a annoncé son intention de fermer la Maison d'Orient. Si cette information était confirmée, est-ce que cela ne risquerait pas d'exacerber les tensions alors que le Président de l'autorité Palestinienne, lui, a reporté la décision sur la date du 4 mai ?

LE PRESIDENT ¿ Je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures d'Israël, bien entendu, mais je considère que la fermeture de la Maison d'Orient serait extrêmement maladroite et probablement dangereuse.

LE PREMIER MINISTRE - Merci, Monsieur le Président, je vous remercie. Je remercie tout le monde.